

EN LISANT LES THÈSES ET LES HDR

Sophie HOOGE

LA VALEUR DE L'INCONNU EN ENTREPRISE. MODÉLISATION DES STRATÉGIES, OUTILS ET DYNAMIQUES COLLECTIVES DE LA PERFORMANCE DE L'INNOVATION INTENSIVE

Mémoire inédit pour l'habilitation à diriger des recherches en sciences de gestion (garant : Sébastien Damart), soutenu à l'Université Paris Dauphine – PSL Research University, le 24 janvier 2020, 139 pages

Dans son mémoire d'HDR Sophie Hooge synthétise et poursuit ses recherches sur l'instrumentation des activités de conception innovante entamées il y a maintenant 10 ans¹. La reformulation de la problématique de recherche en termes de valeur de l'inconnu pour l'entreprise est remarquable. Elle permet en effet de montrer comment la montée en puissance de l'innovation dans la stratégie des firmes constitue une perturbation systémique, tant de leur organisation que de l'instrumentation gestionnaire qui leur permet de fonctionner. Comment en effet, dans un monde où la valeur s'appréhende d'abord et avant tout comme réponse à des besoins clairement identifiés et comme rentabilité financière, appréhender la valeur d'objets, de besoins, de technologies totalement inconnus, porteurs d'incertitude radicale, et pour lesquels l'entreprise est, par définition, dépourvue de compétences ? Cette question n'est pas totalement nouvelle. Comme le montre l'auteure, elle est déjà au cœur des activités de R&D (activité quelque peu ectoplasmique dont les travaux du Centre de Gestion Scientifique de l'École des Mines ont depuis longtemps montré la diversité). Le mérite du mémoire de S. Hooge est de montrer que la question est devenue générique et ne saurait

se limiter au périmètre, pourtant déjà difficile à circonscrire, de la R&D. Elle prouve ainsi de manière extrêmement convaincante qu'il s'agit d'une part d'une question systémique qui interroge toutes les fonctions des organisations et d'autre part qu'il faut traiter simultanément les dimensions instrumentales et organisationnelles, celles des outils et des collectifs qui les portent, pour progresser dans la gestion de la valeur de l'inconnu.

Le mémoire présenté est divisé en 5 chapitres.

Le premier présente le parcours de recherche. On ne peut qu'être impressionné par la richesse empirique d'une démarche ancrée dans la tradition de recherche-intervention du Centre de Gestion Scientifique. Même si on peut regretter le manque de discussion sur la méthodologie adoptée, la variété des terrains sur lesquels se fondent les résultats est remarquable (de Renault, terrain historique de l'auteure, aux berges basques, en passant par Audemars Piguët, la RATP ou la Société Générale).

Le second chapitre propose une vaste et très originale revue de littérature sur le traitement de l'inconnu en stratégie d'entreprise. Là

¹ S. Hooge, *Performance de la R&D en rupture et des stratégies d'innovation. Organisation, pilotage et modèle d'adhésion*, thèse de doctorat de sciences de gestion, École Nationale Supérieure des Mines de Paris ParisTech, 2010.

encore le travail généalogique est passionnant et montre notamment comment la question est en fait peu traitée dans la recherche en stratégie. Le chapitre se conclut par la proposition d'un « modèles des inconnus à instruire pour des stratégies d'innovation intensive » (p. 48) qui distingue différents types d'inconnus (de robustesse, communs et partagés) correspondant à différentes stratégies d'innovation (adaptation intensive, transformation par l'intrapreneuriat et exploration radicale patrimoniale).

Le chapitre 3 prolonge et complète une publication récente de l'auteure². Là encore le travail de recensement et critique des outils existants, tant en ingénierie (*value management*) qu'en gestion (*stage-gate*, VAN, etc.) est remarquable et démontre une fois encore l'intérêt d'une approche pluridisciplinaire de ces questions. Le chapitre se prolonge par la proposition d'une « ingénierie d'exploration des inconnus de l'innovation » (p. 82) démontrant la nécessité de travailler simultanément sur

- « l'identité spécifique du concept d'objet,
- la désirabilité de l'inconnu justifiant l'effort de conception,
- la performance du concept d'objet par rapport aux performances connues
- la mesurabilité des bénéfices apportés par l'objet » (p. 83).

Il y a là un cadre extrêmement riche pour construire des processus de gestion de l'inconnu au cœur de l'innovation radicale.

Le chapitre 4 aborde les questions, indissociables des précédentes, des organisations susceptibles de mobiliser et soutenir

l'instrumentation proposée. Il passe en revue la grande diversité de dispositifs étudiés par l'auteure, qui a également joué un rôle important dans leur construction (rôle des *proofs of concept*, intrapreneuriat de masse, ateliers collaboratifs autour de la méthode KCP...). Ce chapitre permet ainsi de préciser le fonctionnement de la fonction Innovation identifiée depuis longtemps par les travaux du CGS comme un intermédiaire entre R et D (modèle RID³). Sophie Hooge montre ainsi que son rôle est de diffuser dans l'organisation les raisonnements, les outils, les principes d'organisation de l'innovation de rupture afin de transformer le « métabolisme » de la firme. Il y a là une vision probablement très complémentaire aux travaux sur l'ambidextrie contextuelle⁴.

Enfin le chapitre 5 conduit l'auteure à s'interroger sur ce que pourrait être un management de la valeur « inclusif ». Dans cette partie, qui développe une stimulante réflexion critique sur le management, on sent que l'auteure, et c'est tout à son honneur, a mis beaucoup d'elle-même. Elle y discute notamment comment d'une part les cadres conceptuels proposés peuvent amener à repenser les pratiques de ressources humaines en intégrant les spécificités d'innovation radicale et d'autre part comment ils sont susceptibles de renouveler la conception de l'entreprise⁵ dans un monde marqué par une crise climatique systémique qui ne peut que questionner son fonctionnement. Quels seraient ainsi des « inconnus responsables qui engagent la société vis-à-vis de la Société de et l'Environnement » (p. 122) nous semble constituer une voie de recherche à la fois essentielle et potentiellement paradigmatique, dans un monde qui, littéralement, brûle.

² S. Hooge et R. Stasia, *Performance de la R&D et de l'innovation. Du contrôle de gestion à la gestion contrôlée*, Paris, Presses des Mines, 2016.

³ P. Le Masson, B. Weil et A. Hatchuel, *Les processus d'innovation*, Paris, Hermès, 2006.

⁴ Voir par exemple A. Zimmermann, S. Raisch, L. Cardinal, « Managing Persistent Tensions on the Frontline: A Configurational Perspective on Ambidexterity ». *Journal of Management Studies*, vol. n° 5, July 2018, p. 739-769.

⁵ Sur ce point voir évidemment B. Segrestin et A. Hatchuel, *Refonder l'entreprise*, Paris, Le Seuil, 2012.

On le voit ce travail d'habilitation à la fois marque une étape importante de synthèse d'une enseignante-chercheuse reconnue sur un domaine essentiel à l'innovation, l'organisation et l'instrumentation de l'exploration de la valeur de l'inconnu et trace des pistes de

recherches qui nous semblent extrêmement fécondes pour l'avenir.

Sylvain LENFLE

*Professeur de sciences de gestion
CNAM*

Federico BIETTI

***DES MATÉRIAUX A L'ÉPREUVE. ENQUÊTE SUR LE LABORATOIRE
DE MÉCANIQUE ET TECHNOLOGIE DE L'ENS PARIS-SACLAY
ET L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE FRANÇAISE***

Thèse de doctorat de sociologie, sous la direction de Claude Didry,
soutenue à l'ENS Paris-Saclay le 10 décembre 2018, 435 pages

La thèse de Federico Bietti entend questionner la portée de ce que l'on nomme la science de l'ingénieur tant dans les filières de formation que dans l'INSIS⁶ du CNRS, en prenant pour terrain un laboratoire de l'École Normale Supérieure de Paris-Saclay (anciennement de Cachan), le LMT (Laboratoire de Mécanique et de Technologie). Le cas du LMT est apparu comme un terrain remarquable de ce point de vue, pour analyser une démarche scientifique mise en œuvre sur des objets industriels, mais en sortant d'une dynamique linéaire menant de l'exploration scientifique de mécanismes physiques à l'exploitation de solutions stables et industrialisables. En effet, les recherches du LMT portent sur des matériaux nouveaux issus de la recherche industrielle, en les mettant à l'épreuve pour dégager leur capacité de résistance à des conditions extrêmes. Ainsi, au lieu de saisir une démarche scientifique constructive ayant comme horizon la réalisation de nouveaux produits plus performants, la thèse se confronte à une démarche scientifique destructive ayant pour finalité l'analyse des mécanismes de destruction et d'endommagement des matériaux et des dispositifs issus de la recherche technologique. Une telle démarche suppose à la fois de reproduire les épreuves conduisant

à la certification réglementaire d'objets techniques aussi sensibles que des aéronefs et d'interroger ces épreuves et le processus de certification pour évaluer leur fiabilité et leurs performances.

La thèse a été réalisée à partir d'une immersion de l'auteur dans ce laboratoire, en conjuguant observations et entretiens avec ses membres. Mais, compte tenu de l'engagement industriel de ce laboratoire, Federico Bietti a dû sortir de ce cadre initial que représente l'ENS de Cachan pour envisager un espace plus large, en étendant son investigation aux acteurs de services de recherche appartenant aux groupes structurants de l'aéronautique française, Airbus (ex-Aérospatiale) et Safran (ex-SNECMA).

Dans un premier temps, la thèse revient sur le terme d'ingénieur en se fondant sur la grande fresque historique d'Hélène Vérin consacrée à la figure de l'ingénieur dans les guerres de la Renaissance. Elle envisage également la constitution d'écoles et de cursus, en partant des travaux d'André Grelon, pour saisir l'enjeu que représente alors le titre d'ingénieur.

Or, face à cette construction historique de la figure de l'ingénieur, force est de constater que l'ENS de Cachan est à l'origine dédiée

⁶ . Institut National des Sciences de l'Ingénierie et des Systèmes.

à la formation de formateurs de l'enseignement technique. Elle participe à une élévation des qualifications des salariés, par un enseignement qui couvre une multitude de champs disciplinaires, sans pour autant relever des écoles d'ingénieurs. Ainsi, il fallait comprendre comment cette École Normale Supérieure de Cachan a fourni un lieu à l'activité d'ingénieurs de l'aéronautique se tournant vers la recherche à partir de problèmes scientifiques posés dans l'industrie. C'est ici qu'est apparue l'importance du sud-ouest parisien, dessinant une configuration dans laquelle circulent les fondateurs de ce laboratoire, Jean Lemaître et Pierre Ladevèze, entre la SNECMA devenue Safran et l'Aérospatiale devenue Airbus, et d'autre part les universités d'Orsay et de Jussieu, pour arriver à trouver finalement leur place à l'ENS de Cachan dans les années 1970. Dans cette configuration, le LMT joue un rôle essentiel pour initier et conforter l'orientation de l'ENS de Cachan vers la recherche.

Sous l'impulsion de ses fondateurs, le LMT a participé aux développements de l'aéronautique, avec notamment l'introduction des matériaux composites dans la conception des avions, ce qui marque un tournant majeur dans les dernières décennies. Cela a conduit Federico Bietti à dégager les prouesses de ce laboratoire dans l'élaboration des modèles permettant de comprendre les mécanismes d'endommagement de matériaux aux structures et aux comportements encore inconnus, mais pleins de promesses. On rencontre ici la Méthode des Éléments Finis, et le mésomodèle, qui ont permis d'« arraisonner » ces matériaux nouveaux et les dispositifs techniques dans lesquels ils se sont trouvés

intégrés, notamment les structures des avions, par le travail de metteurs en équation mobilisant la puissance de calcul du numérique. L'enjeu est alors de prévoir ce qui peut se produire en situation extrême, en anticipant les étapes de la certification, ensemble de normes préalables à la mise sur le marché de ces nouveaux produits aéronautiques. La thèse dégage ensuite l'émergence de la simulation, sur laquelle travaille la génération actuelle de chercheurs et de doctorants, ceux que l'auteur nomme les metteurs en code. La simulation apparaît alors comme une manière de prédire le comportement des matériaux et leurs assemblages, à partir de l'accumulation des épreuves physiques. Elle est appelée à s'intégrer aux logiciels de calcul des structures, comme Samcel et Abaqus .

Naturellement cette dynamique technologique, conduisant d'une forme de recherche expérimentale sur des matériaux innovants à l'intégration des caractéristiques scientifiques de ces matériaux dans l'activité de conception, interroge. Certes, elle participe d'une volonté d'accélérer l'innovation, en réduisant la part de l'expérimentation matérielle et donc le coût occasionné par la destruction des matériaux et des avions. Mais cela risque alors de se faire au prix d'une finalité scientifique amoindrie, pour répondre aux requêtes d'une technoscience alignée sur une exigence généralisée de réduction des coûts et de recherche de la rentabilité.

Claude DIDRY

*Directeur de recherche au CNRS
Centre Maurice Halbwachs, CNRS/ENS/
EHESS*

Antoine DEROUET

CONFÉRER LE TITRE, ENSEIGNER LA PROFESSION, TRANSMETTRE L'IDENTITÉ. LES FORMATIONS D'INGÉNIEURS AU PRISME DE LEURS ENSEIGNEMENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES : PERSPECTIVES CROISÉES BELGIQUE – FRANCE

Thèse de doctorat de sociologie, sous la direction d'André Grelon,
soutenue le 17 janvier 2020 à l'EHESS, 547 pages

La formation des ingénieurs est une affaire trop sérieuse pour qu'elle soit laissée aux seuls ingénieurs. Cette paraphrase du bon mot de Clemenceau alors jeune député pourrait résumer l'un des constats posés par Antoine Derouet à l'issue de sa thèse consacrée aux mécanismes intellectuels et sociaux qui, depuis la Première Guerre mondiale, ont contribué à ouvrir les programmes de formation des ingénieurs issus de l'enseignement technique supérieur en France et en Belgique aux disciplines des sciences humaines et sociales, et plus particulièrement aux sciences économiques et sociales. S'inscrivant dans le sillon creusé par son directeur, André Grelon, l'auteur n'a pas ménagé sa peine pour mobiliser un corpus de sources d'une richesse et d'une diversité exceptionnelles. Des associations d'ingénieurs aux organisations patronales en passant par les fonds d'archives d'écoles d'ingénieurs (en France) et des Facultés de sciences appliquées dans les universités (en Belgique), l'effort heuristique déployé par ce jeune sociologue pourrait faire pâlir nombre d'historiens. La densité des informations récoltées confère à l'exposé précision et incarnation dès lors qu'il s'agit d'identifier les acteurs et groupes d'acteurs qui ont porté les débats et mis en œuvre les réformes de l'enseignement technique supérieur.

L'organisation de la thèse en six chapitres met en relief la progression chronologique et la cartographie sociale des débats. Ceux-ci sont présentés par l'auteur comme autant de « cycles argumentatifs » ayant contribué à façonner les « configurations socio-professionnelles » des ingénieurs français et belges. On perçoit ici ce qui se joue dans l'ajustement

dynamique des logiques d'enseignement, de profession et de positionnement social. L'immédiat après-guerre et les années 1920, couvertes par le premier chapitre, donnent le ton d'une reprise à pas cadencés du dialogue entre science et industrie dont le curriculum des ingénieurs est devenu le vecteur privilégié depuis le début du siècle. Tandis que la scène belge, investie et dominée par les ingénieurs civils formés dans les universités, offre l'image d'une recomposition de l'élite technico-scientifique portée par le choc de la guerre, le cadre français tranche par la présence d'une « coalition d'institutions aux intérêts parfois antagonistes autour d'une conception commune de l'enseignement technique supérieur » (p. 102).

Le deuxième chapitre poursuit le chassé-croisé franco-belge et le situe dans une période de turbulences économiques marquée par la protection des titres d'ingénieurs. Antoine Derouet note que l'écart de référentiels communs se creuse entre les deux pays. L'appel pour le renforcement du « rôle social » de l'ingénieur et l'impératif de valorisation de la « culture générale » dans les programmes dominés par les savoirs techniques, s'ils mobilisent effectivement les milieux socio-professionnels d'ingénieurs belges et français dans les années 1930, renvoient en fait à des réalités politiques et idéologiques différentes, pour ne pas dire divergentes. C'est que, comme le montrent les deux chapitres suivants, consacrés à la Belgique et à la France respectivement, les lignes institutionnelles ont fortement bougé après la Seconde Guerre mondiale. Dans les milieux industriels belges, les protagonistes du corporatisme catholique

des années 1930 ont œuvré à la mise en place, après la guerre, d'une « plate-forme modernisatrice » conjuguant les intérêts sociaux, la reconnaissance de la représentation syndicale, l'accroissement de la productivité et le « perfectionnement » des dirigeants d'entreprises (euphémisme renvoyant à l'introduction des sciences de gestion). Du côté français, où l'euphorie technocratique de Vichy a laissé des traces, c'est la question des « cadres » qui occupe le « cycle argumentatif » de l'après-guerre. Cette catégorie sociale prégnante, inconnue dans le logiciel belge, est doublement opératoire dans la France des années 1950 et 1960 : comme catégorie socio-professionnelle, d'une part, et comme matrice de redéploiement des enseignements socio-économiques dans les formations d'ingénieurs, d'autre part.

À partir de la fin des années 1960, les débats relatifs à la réforme des programmes passent en mode silencieux en Belgique (les milieux universitaires sont sans doute plus occupés par la mise en œuvre de la scission communautaire de l'enseignement en deux « régimes linguistiques »). Antoine Derouet saisit l'occasion pour présenter, dans le cinquième chapitre, les prémisses des processus d'internationalisation et d'eupéanisation des questions d'enseignement technique supérieur. L'objectif n'est pas tant de rendre compte, après bien d'autres, de la portée de la circulation des nouvelles recettes du management entre l'Europe et les États-Unis dans le sillage du Plan Marshall et de l'Agence européenne de productivité, mais est bien plutôt de saisir l'émergence d'une mutualisation des initiatives dans une perspective transnationale. Ainsi, les actions de l'UNESCO comme celles de la Société européenne de formation des ingénieurs (SEFI) sont passées au crible et évaluées à l'aune des projets de réforme discutés en France (veillons à ne pas confondre la SEFI avec le CEFI, le Comité d'études sur les formations d'ingénieurs, qui initiera, avec le concours de la FNEGE, une série d'études et d'enquêtes sur la place des enseignements non-techniques dans les curricula d'ingénieurs dans les années 1970

et 1980). Antoine Derouet signale la reprise, au tournant du XXI^e siècle, de la question des « humanités » et des sciences sociales dans le bagage pédagogique des ingénieurs. Mais cet avatar de la rhétorique de « culture générale » façonnée durant l'entre-deux-guerres est désormais articulé à la figure de l'« ingénieur-expert » et de sa nécessaire « mise en réseau ». Le lecteur mesure ici tout l'intérêt des concepts de « cycle argumentatif » et de « matrice cognitive » forgés par l'auteur et leur richesse opératoire dans l'ajustement des discours.

La thèse se clôt par une monographie consacrée à l'École centrale des arts et manufactures. Tout en prolongeant la démarche empirique entreprise dans les chapitres précédents, Antoine Derouet applique à cet établissement les outils d'analyse qu'il a dégagés à l'échelle « macro-sociale ». Fabrique de l'« ingénieur-patron » avant d'être celle de l'« ingénieur innovant », Centrale s'est approprié l'héritage de Léon Guillet en amorçant le passage d'une formation axée sur les « sciences industrielles » à un programme à visée entrepreneuriale qui soit davantage perméable aux enseignements socio-économiques. Les mécanismes institutionnels et argumentatifs de ce passage sont décryptés avec précision, tout comme sont identifiés les groupes socio-professionnels, aux intérêts et aux logiques d'action variables, qui les portent.

Les apports de ce travail sont multiples, retenons-en au moins deux. Le premier fait figure d'évidence : on ne peut être que frappé par le nombre de groupements impliqués dans la mécanique des débats concernant la réforme de l'enseignement technique supérieur. L'auteur a principalement tenu compte de trois types de configurations – les associations d'ingénieurs (œuvrant essentiellement sur une base syndicale), les organisations patronales (à différents échelons) et les associations d'établissements de l'enseignement supérieur (grandes écoles, universités, etc.). En tout et pour tout, Antoine Derouet a repéré pas moins de 49 groupements, aux obédiences et aux positionnements variables, et dont les intérêts

sont rarement convergents. Deuxièmement, il faut saluer le pari risqué d'avoir inclus l'examen du cas belge dans une « perspective croisée » à celle de l'expérience française. La rigueur d'analyse déployée par Antoine Derouet dans son exploration des archives en Belgique et, plus généralement encore, son intention de s'aventurer dans un terrain si proche géographiquement mais si éloigné culturellement et institutionnellement du paradigme français contribuent à « désingulariser » l'objet dans chacun des registres nationaux. Qui plus est, l'auteur n'a ni exagéré

les convergences idéologiques entre groupements (elles sont peu nombreuses, voire inexistantes) ni abouti à de vaines considérations sur l'irréductibilité des modèles nationaux d'ingénieurs ou des patronats. Sans surprise, il est hautement souhaitable que cette thèse, qui est le fruit d'un travail de recherche méticuleux et d'un cadre d'analyse aussi original qu'ambitieux, puisse rapidement être publiée.

Kenneth BERTRAMS

*Professeur d'histoire contemporaine
Université libre de Bruxelles*

Efi MARKOU

***LA DÉCENTRALISATION INDUSTRIELLE EN FRANCE
DANS LE PREMIER XX^e SIECLE. DU MOT D'ORDRE RÉFORMATEUR
À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE***

Thèse de doctorat en sociologie, sous la direction d'André Grelon,
soutenue à l'EHESS le 16 décembre 2019, 2 vol., 1065 pages

La thèse d'Efi Markou, exceptionnelle par son ampleur et la masse documentaire sur laquelle elle s'appuie, porte sur un objet improbable. Elle explore les mondes sociaux qui ont participé, ensemble ou séparément, à un débat continu tout au long du premier XX^e siècle sur la pertinence et la possibilité de modifier ou inverser le mouvement de concentration des industries dans les grandes villes. Sur ces questions, la thèse apporte des éclairages très neufs. Mais il y a aussi dans ce travail une affirmation de méthode qui court tout au long et constitue le texte caché de ces quelque mille pages. C'est donc sur cet aspect – la construction de l'objet et ses corrélats quant aux façons de faire enquête en sciences sociales – qu'insistera le présent compte rendu.

« Mais votre objet n'existe pas ! » : c'est l'objection que peut soulever ce travail, bien que d'excellentes thèses aient déjà été écrites sur des objets évanescents – par exemple « la science communale »⁷. Évanescents ou invisibles pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'un récit postérieur les a fait disparaître du champ de vision : ici, l'histoire de l'aménagement du territoire telle que racontée par les acteurs du second après-guerre et largement reprise ensuite par les historiens. C'est un trait classique des épopées réformatrices que d'être formatées par les réformateurs. De la même façon que la science politique a recouvert la science municipale, le choix de Jean-François Gravier comme origine de la « prise de conscience » de la nécessité de faire quelque chose contre le « désert français » a recouvert tout le passé⁸ ; remonter d'un cran

⁷ R. Payre, *Une science communale ? Réseaux réformateurs et municipalité providence*, Paris, CNRS Éditions, 2007.

⁸ J.-F. Gravier, *Paris et le désert français. Décentralisation, équipement, population*, 1^{ère} éd., Paris, Le Portulan, 1947 ; 3^e éd. revue et abrégée, *Paris et le désert français en 1972*, Paris, Flammarion, 1972.

vers Vichy n'a pas changé l'affaire de façon substantielle.

Efi Markou suggère plusieurs raisons à ce bornage de l'horizon chronologique. D'abord, bien sûr, la « recherche de l'origine » : on part d'une politique publique constituée et l'on remonte le temps pour discerner ce qui l'annonce ; c'est la téléologie habituelle, contre laquelle nous sommes prévenus depuis un bon moment mais qui, pour des raisons indestructibles, renaît constamment de ses cendres. Un autre facteur de l'arrêt sur les années 1940 est l'arrangement des sources. Les institutions productrices d'archives (la Délégation générale à l'équipement national : DGEN et le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme : MRU) les ont disposés dans une belle continuité – continuité pleine de sens pour qui réfléchit aux origines vichyssoises des réformes de la Libération, mais aussi pleine de dangers pour qui relâcherait la vigilance méthodologique sur la fabrique des temporalités.

Ce n'est pas tout : si le projet d'une science communale a été oublié, c'est aussi qu'il avait lui-même échoué à s'incarner comme il aurait fallu pour faire science – dans des institutions, un corpus de savoirs, un corps de professants ; si les divers « mots d'ordre » visant à une autre disposition des industries dans l'espace ont été oubliés, c'est qu'ils ne se sont pas unifiés dans un savoir et un projet d'ensemble avant de s'être trouvés inscrits dans un référentiel plus vaste : l'aménagement du territoire.

Pire encore, à la différence de la « science communale » ou « municipale », il n'y avait même pas un nom pour dire ces mots d'ordre, mais plusieurs – ni une seule arène pour les porter. Efi Markou répertorie toute une série de mots : décongestion, éloignement des usines, retour à la terre, dissémination, aménagement des banlieues, etc. Elle montre que le terme même « décentralisation industrielle » a pu signifier des choses très différentes, selon

notamment l'échelle spatiale considérée. Elle a ainsi expérimenté « la continuité trompeuse des mots » que soulignait Bernard Lepetit, cité dans la thèse (p. 55). Celle-ci a donc pour objet un « ensemble polyphonique d'énoncés » (p. 28) ou bien « un objet d'action en continu changement » (p. 53), mobilisant tantôt des réformateurs soucieux de paix sociale, ou de productivité de la main- d'œuvre, ou de dépopulation des campagnes, tantôt des architectes intéressés à aménager rationnellement les extensions urbaines, tantôt des militaires imaginant la guerre de demain et préparant la défense passive, ou encore des ingénieurs planistes : l'enquête ne cesse de faire émerger de nouveaux locuteurs et acteurs. Mais les conditions pour que ces divers groupes se rencontrent et constituent un champ réformateur, même « faible »⁹, n'étaient pas réunies. Efi Markou nous aide à comprendre pourquoi.

La thèse apporte de nombreuses trouvailles historiographiques, parfois importantes. Elle ouvre quelques dossiers entièrement neufs ou fait la première étude approfondie de certains sujets : ainsi le chapitre sur Émile Vandervelde ; l'étude des discussions et positions du conseil municipal sur les industries parisiennes au début du XX^e siècle ; la découverte du débat sur la menace aérienne et des rapports entre militaires et urbanistes ; l'épisode des cartes industrielles de la France ; la mise en place de la décentralisation des industries aéronautiques ; les effets du bombardement des usines Renault en 1942 – cette énumération n'étant pas exhaustive. La thèse revisite aussi, à partir d'une question nouvelle et de nouvelles archives, des domaines de recherche déjà bien explorés. Par exemple : les cités jardins, décrites ici comme le tremplin d'une réflexion neuve sur la décentralisation à l'échelle de l'agglomération urbaine ; la houille blanche et la ville à la montagne ; le comité supérieur d'aménagement de la région parisienne ; le groupe X-Crise ; la rééducation des chômeurs ; et la DGEN et le MRU, sujets

⁹ C. Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999, p. 461-474.

que l'on commençait à découvrir quand Efi Markou a commencé sa recherche et qui ont fait l'objet, depuis, d'importantes publications. La thèse met en évidence que la DGEN, loin des discours ruralistes du régime, promouvait industrialisation et urbanisation ; et aussi que Laval, dont le chef assurait que « la terre ne ment pas », autorisait à tour de bras les extensions, voire les installations industrielles à proximité de Paris – renvoyant à des temps meilleurs une hypothétique décentralisation des usines ainsi implantées.

La thèse porte donc sur un « mot d'ordre » polysémique et en réseau – un réseau d'acteurs, de mots, de notions, de propositions mais un réseau ni complet ni fermé : « tous ne discutaient pas avec tous » (p. 61), notamment parce que, avant la DGEN, « il n'y avait aucune institution pour abriter le débat » (p. 872). Certains conversaient entre eux : c'étaient les parties plus centrales du réseau, auxquelles les autres se connectaient de proche en proche – ces configurations changeant au cours du temps. Est mis très clairement en évidence le rôle pivot des polytechniciens dans les années 1930 et 1940 : dans l'Armée, au ministère de l'Air, au Parlement, à la DGEN. Plus largement, le rôle des ingénieurs, y compris ceux de la préfecture de la Seine. C'est un exemple, il y en a d'autres, parmi lesquels : les socialistes, les édiles parisiens, les géographes universitaires, les associations catholiques.

L'analyse d'Émile Vandervelde comme constituant en lui-même un réseau va dans le sens de ce questionnement¹⁰. Du coup, est renouvelée de façon substantielle la vision que l'on peut se faire du personnage, en même temps qu'est proposée une méthode pour décrypter la construction d'un individu-réseau – qui n'est pas sans évoquer la façon dont Annie Collovald a montré comment Chirac en est venu à devenir lui-même, au fur et à

mesure que ses connexions ont fini par remplir le vide initial du personnage¹¹. Toutefois, dans le cas de Vandervelde, le personnage, au départ, n'était pas creux, au contraire : « Le statut du livre [de Vandervelde] est celui d'un carrefour » (p. 223). Il s'en suit une vraie leçon de méthode (fort bien synthétisée par la « chronologie bibliographique » de l'annexe 1.2, p. 981). Deux questions débattues dans le champ politique (la question agraire et celle des conditions de vie du prolétariat) sont transformées par l'ouvrage en questions de science : Bourdieu parlerait de « sublimation »¹². Du coup, elles deviennent mobilisables pour un programme de réforme. Comment comprendre ce déplacement ? En instaurant un dialogue avec l'*establishment* réformateur, le député socialiste et universitaire marginal consolidait sa position à la fois dans le champ politique et dans le champ savant. Il résultait de cette transformation des propositions disponibles dans le champ de la réforme, et les acteurs centraux de celui-ci n'eurent que l'embarras du choix. Ils les écartèrent toutes pour ne retenir que la décentralisation industrielle, non sans introduire une traduction qui en changeait le sens : par « banlieue », Vandervelde entendait la campagne proche des villes et préconisait un retour des ouvriers aux champs ; par « banlieue », les militants des « plans de ville » entendaient la périphérie urbaine et préconisaient d'en organiser la croissance. Voilà comment on fait une bonne sociologie de la circulation d'une idée, combien plus réaliste que les lectures trop rapides de textes sans contexte. Peut-être sera-t-il plus difficile, désormais, d'affirmer sans autre forme de procès que « le socialiste Vandervelde est un précurseur de l'urbanisme ».

L'enquête permet donc d'observer comment un thème, une proposition, un livre circulent entre des champs, entre des groupes d'acteurs qui le reçoivent, le discutent, le transforment. La « décentralisation industrielle »

¹⁰ E. Vandervelde, *L'exode rural et le retour aux champs*, 2^e édition, Paris, Alcan, 1910.

¹¹ A. Collovald, *Jacques Chirac et le gaullisme. Biographie d'un héritier à histoires*, Paris, Belin, 1999.

¹² P. Bourdieu, *L'ontologie politique de Martin Heidegger*, Paris, Minuit, 1988, p. 11.

fonctionne ainsi comme un révélateur ou un analyseur des rapports entre champs ou entre groupes. Un exemple caractéristique : pour la période qui précède la Grande Guerre, on voit quelles étaient les raisons, pour chacune des disciplines universitaires d'alors, de n'accorder qu'une place marginale à la décentralisation industrielle – comme mot d'ordre, mais aussi comme phénomène à étudier. Les économistes pouvaient s'intéresser aux lois de la localisation industrielle, mais étaient assurés, lorsqu'ils étaient libéraux, qu'elles conduisaient à l'optimum. Les géographes, qui promouvaient une « science du particulier », décrivaient une nation composée de régions spécialisées et solidaires sans remettre en cause industrialisation et urbanisation, facteurs de progrès. Mais lorsqu'un auteur qui se référait à la sociologie, René Maunier, publiait sur le sujet¹³, on voyait s'exprimer les conflits de frontière caractéristiques de la période : Charles Gide lui reprochait de se mêler d'économie et Henri Hauser de géographie. La place de Maunier dans la sociologie du temps est mise en évidence, malgré qu'il ait disparu des radars depuis longtemps (jusqu'à la réédition de 2004 par Thierry Paquot). Maurice Halbwachs avait la dent très dure contre lui : c'est qu'il appartenait au groupe de René Worms. On comprend que, pourtant, Maunier n'était pas si loin que ça d'une sociologie à la Durkheim (comme le reconnut Mauss en l'invitant après la guerre à collaborer à *L'Année sociologique*). Seulement voilà : « les adhésions à un réseau ne sont pas nécessairement intellectuelles » (p. 262). Leçon à méditer pour qui veut faire une histoire sociale des idées.

Un autre exemple de la façon dont la décentralisation industrielle peut être utilisée comme révélateur des rapports entre champs est celui des interactions entre militaires et réformateurs dans le débat sur la menace aérienne. On voit notamment comment des urbanistes s'emparèrent des arguments des

militaires pour légitimer leurs propositions d'éloignement des usines ; on voit même comment des architectes modernes tirèrent argument des possibles bombardements pour promouvoir les tours d'habitation plutôt que les cités jardins. On voit aussi la variété des positions des militaires selon leur arme, mais aussi selon leur proximité ou non du monde des réformateurs. Préoccupés de la menace aérienne et soucieux de disséminer les industries de guerre, ils étaient aussi imprégnés des débats précédents (exode rural, maux de la grande ville, banlieue rouge). Voilà un bel exemple de traductions croisées d'argumentaires en réseau.

La thèse d'Efi Markou analyse des représentations, plutôt que des pratiques effectives s'inscrivant directement dans la réalité industrielle et spatiale. Sont observés, de façon aussi exhaustive que possible, des acteurs dont l'action a pris la forme de diagnostics, propositions, descriptions savantes du monde. Mais ne sont introduits que de façon intermittente ceux dont l'action a pu avoir des conséquences effectives sur le cours des choses. Ils sont loin d'être absents, mais ils ne sont pas centraux. Comment ceux qui sont abordés furent-ils choisis ? Chaque fois qu'il est apparu qu'une action publique s'engageait effectivement, les acteurs de terrain qui réagissaient à celle-ci sont introduits dans l'analyse. Avec cette difficulté que, faute de pouvoir élargir l'enquête à des continents d'archives tout différents, les acteurs privés (industriels et syndicats ouvriers) sont décrits à partir d'archives administratives. C'est, bien sûr, une limite de cette enquête mais elle ne pouvait s'étendre à l'infini. D'autres chercheurs pourront reprendre la charrue à l'endroit où Efi Markou l'a laissée, mais le champ, si l'on peut dire, aura été déjà profondément labouré.

Christian TOPALOV

directeur d'études
EHESS

¹³ R. Maunier, *L'origine et la fonction économique des villes. Étude de morphologie sociale*, Paris, Giard et Brière, 1910 (réédition Paris, L'Harmattan, 2004, préface de T. Paquot).